

# TEMES

## **Crise universitaire ou crise de civilisation? La crise de Mai 68 en France à travers la *Revue des Deux Mondes***

*Catherine Valenti*

UNIVERSITE DE PROVENCE (AIX-MARSEILLE I)

---

### **Un paradigme ingombrante**

La crise de mai 1968 éclate en France comme un coup de tonnerre dans un ciel serein: rien en effet de ce qui faisait le fond des crises anciennes n'est décelable dans les mois qui précèdent l'explosion du printemps.<sup>1</sup> La cause immédiate de «l'événement Mai 68» est également inédite puisque, pour la première fois, la crise a pris naissance dans le milieu universitaire. Le 22 mars 1968, suite à une manifestation anti-américaine contre la guerre du Vietnam qui a vu l'arrestation de quelques manifestants, une dizaine d'étudiants de Nanterre décident d'occuper la tour administrative de leur université et de fonder le «Mouvement du 22 mars».<sup>2</sup> Dans les semaines qui suivent, la situation s'aggrave: devant

---

<sup>1</sup> Michel WINOCK, *La fièvre hexagonale: Les grandes crises politiques 1871-1968*, Paris, Seuil (coll. Points), 1987, p. 327.

<sup>2</sup> Le leader de ce «Mouvement du 22 mars» est l'étudiant en sociologie Daniel Cohn-Bendit.

l'agitation estudiantine persistante, le doyen fait fermer l'université le 2 mai 1968; chassés de Nanterre, les étudiants grévistes déferlent alors sur Paris et investissent la Sorbonne le 3 mai. Les premiers affrontements entre les étudiants et la police ont lieu ce jour-là. A partir du 10 mai, les barricades fleurissent dans Paris. A la mi-mai, le mouvement étudiant se double d'une crise sociale —le pays tout entier est paralysé par des grèves sans précédent dans la plupart des secteurs— qui débouche bientôt sur une crise politique.<sup>3</sup>

Élément déclencheur, la crise universitaire retient l'attention et suscite les commentaires de tous les observateurs. La *Revue des Deux Mondes* n'échappe pas à la règle, et consacre pas moins de neuf articles au problème de l'Université entre mai 1968 et décembre 1969. Fondée en 1829 par François Buloz, la *Revue des Deux Mondes* est l'une des plus anciennes revues culturelles françaises. Revue d'art, de littérature, d'histoire, de philosophie, elle a bénéficié pendant les deux premiers tiers du XIX<sup>e</sup> siècle de la collaboration des plus grands écrivains romantiques. En 1893, la *Revue* passe sous la direction de Ferdinand Brunetière. Critique littéraire réputé, Brunetière est un conservateur, qui défend le principe d'une Église catholique forte comme antidote à la décomposition sociale qu'il dénonce par ailleurs<sup>4</sup>. Sous son impulsion, la *Revue des Deux Mondes* prend ainsi une orientation nettement conservatrice —elle sera ainsi farouchement anti-dreyfusarde au moment de l'Affaire Dreyfus— qui est encore la sienne en 1968; depuis 1962 et l'indépendance algérienne, la *Revue* s'est de plus fortement teintée d'anti-gaullisme. La crise universitaire du mois de mai 1968 est l'occasion, pour les collaborateurs de la *Revue des Deux Mondes*, d'exprimer leur rejet du centralisme de la Ve République gaulliste, tout en proposant une analyse de la crise, et des solutions pour en sortir, qui s'inscrivent dans la ligne idéologique adoptée par la *Revue* depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

## **Des cadres structurels trop rigides: critique de la**

---

<sup>3</sup> Sur Mai 68, voir entre autres C. CASTORIADIS, C. LEFORT et E. MORIN, *Mai 68, la brèche*, Bruxelles, Complexe, 1988; L. JOFFRIN, *Mai 68, histoire des événements*, Paris, Seuil, 1988; J.-P. LE GOFF, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998.

<sup>4</sup> Michel WINOCK, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1999 [1997], p. 47.

## centralisation et du régime gaulliste

Les prémisses de la crise étudiante, au tout début du mois de mai 1968, sont pour les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes* l'occasion de critiquer à la fois le système de l'Etat providence et le pouvoir gaulliste en place depuis 1958. La remise en cause de l'Etat providence s'appuie sur la dénonciation du jacobinisme qui règnerait en maître au sein de l'Université française: la centralisation du monde universitaire est jugée particulièrement excessive. Dès le 1<sup>er</sup> mai 1968, dans un article intitulé, de façon significative, «Sauvera-t-on l'Université?», Michel Slanka, président d'honneur de l'Union nationale des étudiants en droit et sciences politiques —organisation conservatrice—, décrit une Université française engourdie «dans les structures centralisées qu'avaient forgées la Révolution et l'Empire». <sup>5</sup> Le système éducatif français dans son ensemble est en effet fortement centralisé, et l'enseignement supérieur n'échappe pas à la règle. C'est plus l'Empire que la Révolution toutefois qui a mis en place la centralisation au sein de l'Université française. La Révolution avait aboli les grades universitaires, suscitant par là-même de multiples abus, n'importe qui pouvant se parer du titre de médecin ou de juriste. C'est Bonaparte qui, dès 1802, a rétabli le monopole des diplômés. Mais l'œuvre d'unification s'était dessinée dès la fin de l'Ancien Régime; elle est parachevée sous le Premier Empire: «l'organigramme des facultés sera désormais homogène sur tout le territoire français». <sup>6</sup> Cent cinquante ans plus tard, les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes* ont donc beau jeu de dénoncer le bonapartisme qui continuerait selon eux «d'inspirer en France, à travers monarchies et républiques, l'Université tatillonne, emmitouflée dans son jacobinisme, peuplée dans ses bureaux de Césarions anarchisants». <sup>7</sup>

La crise universitaire du printemps 1968 est également pour eux le prétexte à une vive critique du pouvoir gaulliste. Beaucoup de collaborateurs de la *Revue des Deux Mondes* appartiennent en effet à cette

---

<sup>5</sup> Michel SLANKA, «Sauvera-t-on l'Université?», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mai 1968, p. 61.

<sup>6</sup> Pierre ALBERTINI, *L'École en France XIXe-XXe siècle. De la maternelle à l'Université*, Paris, Hachette (coll. Hachette Supérieur), 1998 [1992], p. 29.

<sup>7</sup> Tanguy KENEC'H DU, «Universitaires sans uniforme», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1968, p. 17.

partie de la droite française pour qui De Gaulle a trahi l'Algérie française et ses partisans. Dans plusieurs des articles consacrés à la crise de 1968, la référence à la «trahison» algérienne est explicite: Michel Slanka, évoquant au début du mois de juin 1968 la récente «révolte des jeunes», affirme clairement la position de l'Union nationale des étudiants en droit et sciences politiques dont il est président d'honneur: *«Parmi nous, il s'en trouvera peu pour prendre le parti du pouvoir [...]. Nous n'avions souvent pas quinze ans quand nous nous sommes engagés pour l'Algérie française; elle est notre enfant mort-née; nous nous en souviendrons»*.<sup>8</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 1968 encore, un article rédigé par un universitaire de la Sorbonne qui a préféré garder l'anonymat stigmatise l'autoritarisme de De Gaulle, et la docilité des députés gaullistes qui s'apprêtent à voter une loi d'orientation réformant l'Université sur ordre du président de la République: *«Les gaullistes inconditionnels les plus récalcitrants voteront finalement pour la loi d'orientation sur ordre présidentiel. Ce processus ressemble fort à celui qui conduisit naguère une majorité 'Algérie française' à accepter finalement une capitulation complète devant une poignée de terroristes révolutionnaires, par la volonté expresse du chef de l'Etat»*.<sup>9</sup> La crise de Mai 1968 met donc en évidence la ligne de partage qui coupe en deux la société française depuis le début des années 1960: c'est également au moment de la guerre d'Algérie en effet que les étudiants révoltés du printemps 1968 se sont forgé une conscience politique, mais dans l'autre camp, celui des partisans de l'indépendance.<sup>10</sup>

Par haine viscérale de De Gaulle, les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes*, pourtant hostiles au mouvement révolutionnaire du printemps 1968, rejoignent ainsi les étudiants gauchistes sur un point: la dénonciation de l'État gaulliste. Tout en rejetant les outrances de certains leaders

---

<sup>8</sup> Michel SLANKA, «La révolte des jeunes», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> et 15 juin 1968, p. 326-327.

<sup>9</sup> Auteur anonyme, «Où mène la loi d'orientation ?», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 231.

<sup>10</sup> C'est l'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France), syndicat étudiant de tendance communiste, qui a fédéré jusqu'en 1962 les étudiants hostiles à la guerre d'Algérie et favorables à son indépendance. Cf. WINOCK, *La fièvre hexagonale...*, p. 333. Sur l'histoire de l'UNEF, cf. A. MONCHABLON, *Histoire de l'UNEF*, Paris, PUF, 1983.

étudiants, celles notamment de Daniel Cohn-Bendit —qu’il qualifie d’«*agitateur allemand*» ou encore de «*forcené d’outre-Rhin*»—, Tanguy Kenec’Hdu constate, au début du mois de juillet 1968, qu’il aura fallu ce soulèvement populaire étudiant «*pour qu’à la fin des fins M. le Premier ministre*<sup>11</sup> *admette que dans notre université, ‘tout est à repenser’.* Jusqu’alors, quoique multipliées au long des années, ces années orgueilleuses de pouvoir sans partage, les mises en garde ne rencontraient au gouvernement qu’*hostilité ou jactance*».<sup>12</sup> Comme d’ailleurs de nombreux observateurs de la vie politique française, la *Revue des Deux Mondes* attribue l’explosion de mai 1968 à la trop grande rigidité du pouvoir gaulliste: si la contestation de l’ordre établi a pris alors une tournure aussi anarchique et aussi violente, c’est parce que «*le régime en place ne permettait aucune expression légale et utile des oppositions ou des tendances*».<sup>13</sup> Cette analyse est partagée par Raymond Aron; pourtant peu suspect d’antigaullisme, et tout à fait hostile lui aussi à la «révolution» de Mai 1968,<sup>14</sup> le philosophe reconnaît néanmoins dans *Le Figaro* du 5 juin 1968 que le pouvoir fort mis en place par De Gaulle depuis 1968 a joué un rôle non négligeable dans le déclenchement de la crise: le régime «*a supprimé toutes les soupapes de sûreté*».<sup>15</sup>

Une centralisation excessive, associée à un pouvoir gaulliste par trop rigide, seraient donc les cadres structurels qui, par une pression excessive, auraient fait véritablement exploser l’Université française au moi de mai 1968. Mais il existe également des causes conjoncturelles, que les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes* ne se font pas faute d’analyser en détail.

## **Une crise conjoncturelle: crise de civilisation, révolte des jeunes et démocratisation excessive de l’Université**

La crise de Mai 68 a suscité des interprétations multiples, et fait

---

<sup>11</sup> Il s’agit de Georges Pompidou, Premier ministre d’avril 1962 à juillet 1968.

<sup>12</sup> Tanguy KENEC’HDU, «Universitaires sans uniforme», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1968, p. 5.

<sup>13</sup> Pierre MARCILHACY, «Le chemin de Damas», dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1968, p. 162.

<sup>14</sup> WINOCK, *La fièvre hexagonale...*, p. 350.

<sup>15</sup> Raymond ARON, *Le Figaro*, 5 juin 1968.

encore aujourd'hui l'objet de débats. Le sens de l'événement, ses causes profondes, se déroberont toujours semble-t-il à l'analyse: «*Les journées tumultueuses de mai-juin 1968 en France gardent encore une partie de leur énigme. Passées au peigne fin de l'analyse critique, historique, politique, elles échappent à une pleine intelligibilité*». <sup>16</sup> Dans un article publié dans la *Revue française de science politique* en juin 1970, soit deux ans après les faits, Philippe Bénéton et Jean Touchard ne dénombrent pas moins de huit interprétations différentes de l'événement: entreprise volontaire de subversion, crise de l'Université, accès de fièvre de la jeunesse, crise de civilisation, conflit de classes traditionnel, mouvement social de type nouveau, crise politique, voire enfin un simple enchaînement fortuit de circonstances. <sup>17</sup> En l'absence d'explication unicausale, les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes* reprennent à leur compte certaines de ces interprétations. L'hypothèse de la crise de civilisation est formulée dès le mois de juin 1968 par Michel Slanka. Il décrit en effet une véritable crise de société qui dépasse de loin la simple crise universitaire: ce sont toutes les valeurs de la civilisation occidentale qui, depuis quelques années, seraient remises en cause. «*La civilisation s'est libérée d'un certain nombre de valeurs de référence, de jalons; ce faisant, elle a perdu sa route*». <sup>18</sup> Et l'auteur de mentionner pêle-mêle la crise de la famille, la dislocation du mariage et l'augmentation des divorces, la fin de l'autorité parentale, l'Église catholique abandonnant dans le même temps son rôle de gardienne des valeurs traditionnelles: «*Vatican II a donné libre cours à des critiques et autocritiques en tous genres, qui n'ont fait que discréditer la religion*». <sup>19</sup> Les catholiques conservateurs de la *Revue des Deux Mondes* n'ont que peu goûté semble-t-il l'aggiornamento de l'Église catholique: au mois de juillet 1968, Pierre Marcilhacy affirme que la «révolution» du mois de mai n'est rien d'autre que la continuation «*d'un grand mouvement de contestation dont l'expression la plus éclatante a été, sur le plan mondial et philosophique, le*

---

<sup>16</sup> WINOCK, *Le siècle des intellectuels...*, p. 701.

<sup>17</sup> Philippe BÉNÉTON et Jean TOUCHARD, «Les interprétations de la crise de mai-juin 1968», dans la *Revue française de science politique*, juin 1970.

<sup>18</sup> Michel SLANKA, «La révolte des jeunes», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> et 15 juin 1968, p. 325.

<sup>19</sup> SLANKA, «La révolte des jeunes».

*concile de Vatican II*». <sup>20</sup> La crise du modèle autoritaire — dans l'Église, dans la famille, à l'école... — n'est pas une spécificité française: «*Une libéralisation des mœurs et des esprits a suivi un peu partout la prospérité des années soixante [...]. Mais, selon ses habitudes, la France a suivi cette évolution générale par un sursaut brutal, une crise quasi révolutionnaire*». <sup>21</sup>

L'hypothèse d'une révolte des jeunes — qui n'est d'ailleurs pas contradictoire avec celle d'une crise de civilisation — est également avancée dans les colonnes de la *Revue des Deux Mondes*, notamment à travers un article éponyme de Michel Slanka. Selon ce dernier, si l'incompréhension entre générations est une des constantes de l'histoire, cette nouvelle révolte «*des cadets contre leurs aînés*» est sans doute «*bien différente de celles qui l'ont précédée*»: à la conscience de classes, apparue au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, il oppose l'idée d'une «*conscience de générations*», qui se serait révélée à l'occasion de la crise de 1968. <sup>22</sup> Dans les années 1960, la population française est une population jeune, au sein de laquelle ceux qui bénéficient d'une formation supérieure sont de plus en plus nombreux. Or l'Université française, centralisée et rigide, n'avait été prévue que pour un nombre limité d'individus: «*elle n'a pas su résister à la vague démographique*» qui a déferlé sur elle depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. <sup>23</sup> Objectivement, et sous l'effet du baby-boom, les effectifs de l'enseignement supérieur sont en effet en progrès constant depuis le début des années 1960. On compte 500.000 étudiants en 1968, contre 250.000 en 1963: en cinq ans seulement, leur nombre a donc été multiplié par deux. <sup>24</sup> D'autre part, l'amélioration du niveau de vie a permis l'allongement de la scolarité, ainsi que l'accès massif des enfants des classes moyennes à l'enseignement supérieur. <sup>25</sup>

Les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes* prennent soin de préciser

---

<sup>20</sup> Pierre MARCILHACY, «Le chemin de Damas», dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1968, p. 161.

<sup>21</sup> WINOCK, *La fièvre hexagonale...*, p. 359.

<sup>22</sup> Michel SLANKA, «La révolte des jeunes», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> et 15 juin 1968, p. 323.

<sup>23</sup> SLANKA, «La révolte des jeunes».

<sup>24</sup> Christine FAURÉ, *Mai 68 jour et nuit*, Paris, Gallimard, 1998, p. 28.

<sup>25</sup> WINOCK, *La fièvre hexagonale...*, p. 331.

qu'ils ne sont pas fondamentalement hostiles à cette démocratisation de l'enseignement supérieur. Claude Rousseau et Claude Polin, deux agrégés de philosophie assistants à la Sorbonne, affirment dans un article de février 1969, qu'il ne s'agit pas, pour remédier aux problèmes de l'Université, «d'exclure le plus grand nombre de l'accès à la culture».<sup>26</sup> Et les auteurs prennent grand soin, quand ils déplorent l'accroissement des effectifs étudiants, de toujours préciser qu'ils ne raisonnent pas en termes de classes sociales: l'engorgement des facultés de lettres serait dû d'après eux à «l'afflux d'un nombre sans cesse grandissant d'individus sans aucun goût pour la culture, sans aucune aptitude pour elle, mais uniquement préoccupés, quelle que soit leur origine sociale, de passer les rites initiatiques nécessaires à leur promotion sociale, ou au maintien de leurs statuts sociaux».<sup>27</sup> Au mois de mars 1969, un autre rédacteur de la *Revue des Deux Mondes*, qui a pris le pseudonyme de Ponocratès,<sup>28</sup> explique que la démocratisation réelle consisterait à donner à tous les enfants la formation qui correspond à leurs aptitudes, sans que joue la discrimination sociale; dans une note de bas de page, il reconnaît néanmoins que le taux de réussite des enfants de la bourgeoisie est meilleur mais, ajoute-t-il, «la vulgarisation de l'enseignement d'une part, le rôle diminué de la famille dans l'éducation d'autre part, jouent en faveur de l'égalité».<sup>29</sup>

Toutefois, malgré les dénégations de leurs auteurs, l'étude sémantique des différents articles consacrés par la *Revue des Deux Mondes* au problème de l'Université laisse apparaître des préjugés sociaux plus ou moins inconscients. Le 1<sup>er</sup> novembre 1968, protégé sans doute par son anonymat, le professeur de Sorbonne qui livre son point de vue se montre particulièrement virulent dans sa critique du système scolaire français, accusant en particulier l'enseignement secondaire de laisser déferler sur les

---

<sup>26</sup> Claude ROUSSEAU et Claude POLIN, «La réforme de l'Université du point de vue des disciplines de culture», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> février 1969, p. 345.

<sup>27</sup> ROUSSEAU et POLIN, «La réforme de l'Université...», p. 344. C'est nous qui soulignons.

<sup>28</sup> Dans une note à la fin de son article, l'auteur rappelle que Ponocratès était le précepteur du Gargantua de Rabelais. Il avait choisi au départ le nom d'Épistémon, précepteur de Pantagruel, mais y a finalement renoncé car ce pseudonyme était déjà très employé.

<sup>29</sup> PONOCRATÈS, «Le rôle social de l'Université», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mars 1969, p. 517-518.



facultés «une masse d'étudiants qui n'ont pas les capacités nécessaires pour en tirer profit et qui n'ont pas reçu dans l'enseignement secondaire la formation indispensable»: de façon significative, il qualifie cette «masse» de «*prolétariat de sous-développés intellectuels*». <sup>30</sup> Si l'auteur ne s'en prend en théorie qu'aux capacités intellectuelles de ceux qu'il stigmatise, l'emploi du terme de «prolétariat» n'est pas neutre. Quelques lignes plus bas, le même rédacteur affirme clairement que l'entrée massive d'étudiants dans l'enseignement supérieur entraîne une inévitable dégradation du niveau des études: ainsi sera bientôt constitué selon lui le «*prolétariat de ratés et de filles*» dont Barrès, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, prévoyait l'avènement. <sup>31</sup>

On retrouve ainsi, dans les articles traitant du problème universitaire, le discours et les thèmes traditionnels de la *Revue des Deux Mondes* en particulier, et de la droite conservatrice en général: l'hostilité à la centralisation «jacobine», tendance structurelle de l'Université française depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, et le refus de la démocratisation conjoncturelle de l'enseignement supérieur, patent depuis le début des années 1960. Pourtant, en réponse à ce constat unanime, les réponses proposées diffèrent sensiblement selon les rédacteurs.

## **Les solutions à la crise: libéralisation et sélection**

Certains auteurs proposent de remédier au centralisme universitaire en libéralisant purement et simplement l'Université. Dès le début du mois de mai 1968, Michel Slanka énonce ainsi une solution clairement libérale aux problèmes du monde universitaire. Il propose l'adoption de la décentralisation, seule capable selon lui «*de réintroduire dans le système l'indépendance et la vie*». <sup>32</sup> D'une part, les universités seraient en partie privatisées; dans les conseils des facultés siègeraient professeurs et étudiants, mais aussi des représentants «*des divers ordres professionnels ou*

---

<sup>30</sup> Auteur anonyme, «Où mène la loi d'orientation?», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 231.

<sup>31</sup> Auteur anonyme, «Où mène la loi d'orientation?»,..., p. 232. Sur Barrès, voir notamment Zeev STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, A. Colin, 1972, [rééd. Bruxelles, Complexe, 1985].

<sup>32</sup> Michel SLANKA, «Sauvera-t-on l'Université?», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mai 1968, p. 64.

*des principales professions ouvertes par les enseignements*». <sup>33</sup> Il s'agirait par là d'ouvrir largement l'Université sur l'extérieur, et notamment sur le monde du travail dont elle serait par trop déconnectée. Cette privatisation partielle passerait également par le recours à des fonds privés pour financer la recherche: et l'auteur de citer l'exemple des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale, où des fondations privées accordent fréquemment des crédits à la recherche universitaire. <sup>34</sup> Dans un article du 1<sup>er</sup> juillet 1968, un autre rédacteur de la *Revue des Deux Mondes*, Tanguy Kenec'hdu, évoque quant à lui le modèle anglais, et glose longuement sur ce qui lui paraît constituer le mot-clef du système universitaire britannique: la liberté. <sup>35</sup> C'est ce modèle que Michel Slanka et Tanguy Kenec'hdu souhaiteraient voir importé en France.

Le corollaire logique d'une décentralisation aboutie serait de ne laisser au ministère de l'Éducation nationale qu'un simple rôle de coordination du fonctionnement général des universités. Il ne serait pas exempté cependant de toute responsabilité financière: il lui appartiendrait *«de fournir des moyens, faisant ainsi office d'intendant et traduisant en conséquences matérielles les orientations de principe choisies par les diverses universités»*. <sup>36</sup> Il faudrait enfin achever la décentralisation en créant des établissements d'enseignement supérieur diversifiés, les différentes régions françaises n'ayant ni les mêmes besoins ni les mêmes possibilités; chaque université devrait être adaptée à ces facteurs régionaux, pour fournir à chaque région *«des cadres formés à leurs particularités, et qui pourront de ce fait s'intégrer plus rapidement dans l'activité régionale»*. <sup>37</sup>

Sur cette dernière question, celle de l'utilité professionnelle de l'enseignement dispensé à l'Université, tous les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes* ne partagent pas le point de vue de Michel Slanka et Tanguy Kenec'hdu. Claude Rousseau et Claude Polin, s'ils sont attachés eux aussi aux libertés universitaires, refusent la subordination de l'Université aux

---

<sup>33</sup> SLANKA, «Sauvera-t-on l'Université?».

<sup>34</sup> SLANKA, «Sauvera-t-on l'Université?», p. 65.

<sup>35</sup> Tanguy KENEC'HDU, «Universitaires sans uniforme», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1968, p. 10.

<sup>36</sup> SLANKA, «Sauvera-t-on l'Université?»,..., p. 65.

<sup>37</sup> SLANKA, «Sauvera-t-on l'Université?».

intérêts économiques.<sup>38</sup> Leur article fait au contraire l'éloge de la culture considérée comme «*un ordre d'activité intellectuelle qui se suffit entièrement à elle-même*».<sup>39</sup> La culture n'a donc pas à proposer de débouchés; les seuls qu'elle puisse offrir sont l'enseignement et la recherche.<sup>40</sup> Et les deux auteurs d'appeler de leurs vœux la généralisation d'instituts spécialisés «*où la culture soit librement pratiquée, indépendamment de toute exigence utilitaire et d'impératifs idéologiques*».<sup>41</sup> Claude Rousseau et Claude Polin terminent leur analyse en plaidant pour le maintien du système traditionnel, celui «*qui lie l'Université à la culture et n'a pas d'objectif intéressé*».<sup>42</sup> Cette culture désintéressée toutefois ne peut concerner tout le monde: pour que le modèle traditionnel continue à être viable, il faut donc instaurer la sélection.

«Sélection»: le terme revient de façon récurrente sous la plume des rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes*, aux yeux desquels elle apparaît comme une manière de panacée. La sélection semble constituer en effet pour eux la solution-miracle à tous les problèmes rencontrés par l'Université française, et notamment à l'arrivée massive d'étudiants qui fait éclater les cadres et les structures de la vieille institution. A propos de la sélection, on retrouve l'opposition habituelle entre droite et gauche, partiellement brouillée sur d'autres points par l'anti-gaullisme exacerbé des rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes*. La question de la démocratisation de l'Université, c'est-à-dire de l'inégalité des chances, est devenue en France une composante essentielle du débat universitaire depuis le milieu des années 1960.<sup>43</sup> En 1967, l'annonce par le gouvernement de l'instauration d'une procédure de sélection à l'entrée des facultés pour la rentrée 1969 a sans doute beaucoup fait pour préparer la mobilisation étudiante du printemps 1968: la rigueur annoncée du gouvernement «*heurtait de front la poussée de la demande sociale de diplômés et jouait*

---

<sup>38</sup> «*L'Université n'est pas plus au service d'intérêts économiques qu'elle n'est au service d'étudiants ou de professeurs*»; ROUSSEAU et POLIN, «La réforme de l'Université...», p. 341.

<sup>39</sup> ROUSSEAU et POLIN, «La réforme de l'Université...», p. 342.

<sup>40</sup> ROUSSEAU et POLIN, «La réforme de l'Université...», p. 345.

<sup>41</sup> ROUSSEAU et POLIN, «La réforme de l'Université...», p. 346.

<sup>42</sup> ROUSSEAU et POLIN, «La réforme de l'Université...», p. 347.

<sup>43</sup> Cf. Jacques VERGER (dir.), *Histoire des Universités en France*, Toulouse, Privat, (coll. Bibliothèque historique Privat), 1986, p. 375.

*douloureusement avec le phantasme le plus douloureux de la condition étudiante, celui de l'échec et de l'élimination*». <sup>44</sup> Les étudiants en révolte du mois de mai 1968 sont en effet les premiers à stigmatiser l'Université comme l'un des hauts-lieux de la reproduction sociale et culturelle. <sup>45</sup>

Le thème de la «sélection» est repris tout au long de l'année 1969 dans les articles de la *Revue des Deux Mondes* qui traitent de l'Université. Plusieurs mois après la crise, le sujet est plus que jamais d'actualité. Dans un article sur «le rôle social de l'Université», Ponocratès pose le dilemme suivant: soit l'on conserve, malgré l'augmentation du nombre d'étudiants, une proportion normale de diplômés, au risque de décevoir une foule de jeunes gens que l'on aura entretenus dans de faux espoirs; soit l'on crée autant de diplômés que d'individus, et les diplômés en question n'auront plus aucune valeur. <sup>46</sup> Face à cette alternative, la solution «*porte un nom, honni aujourd'hui, cela s'appelle la sélection*» <sup>47</sup>. C'est au nom du rejet de l'hypocrisie que Ponocratès se refuse à faire croire à tous les enfants qu'ils sont aptes à tous les niveaux d'études. Deux mois plus tard, le même Ponocratès livre un article directement consacré cette fois à «la sélection dans l'Université». Il est conscient ce faisant de briser un tabou, le terme même de «sélection» étant «frappé d'interdit»: «*Qui parle de sélection est soupçonné d'être opposé à la démocratisation, hostile à la diffusion des connaissances, malthusien et sans doute lié à d'obscurs complots de mandarins ou de tyrans*». <sup>48</sup> Or Ponocratès affirme défendre le principe de la sélection au nom du progrès indispensable de la nation et de la lutte contre les inégalités sociales: si l'on veut instaurer une égalité des chances véritable entre enfants de la même génération, «*il convient de pratiquer une sélection, une série de choix, qui permettront d'aiguiller chacun vers le rôle*

---

<sup>44</sup> VERGER (dir.), *Histoire des Universités en France...*, p. 380.

<sup>45</sup> Sur cette question de la reproduction des élites, cf. Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.

<sup>46</sup> PONOCRATÈS, «Le rôle social de l'Université», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mars 1969, p. 514-515.

<sup>47</sup> PONOCRATÈS, «Le rôle social de l'Université»..., p. 519.

<sup>48</sup> PONOCRATÈS, «La sélection dans l'Université», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mai 1969, p. 304.

qui lui convient le mieux, en fonction de ses aptitudes et de ses goûts». <sup>49</sup> L'engorgement des universités françaises n'apparaît pas à Ponocratès comme l'expression d'une richesse en cerveaux, mais comme le résultat d'une erreur d'aiguillage. D'où la nécessité de placer, aux différents niveaux du cursus universitaire, des «portes de sortie» permettant à chacun de terminer ses études au moment où il aura atteint le maximum de ses aptitudes. Une fois de plus, Ponocratès dénonce l'hypocrisie du système en place qui pratique une sélection qui ne dit pas son nom: la sélection par l'échec. Bien que la sélection qu'il propose ne consiste pas, selon lui, à séparer la fine fleur du rebut, le système idéal tel que le définit Ponocratès est cependant porteur de différences sociales: «Par la démocratisation de l'enseignement il faut viser à donner à chacun ses chances et réussir à compenser le désavantage au départ de certains enfants (famille pauvre, famille éloignée d'une ville etc.); mais il serait absurde d'envisager de donner à tous la même formation». <sup>50</sup>

Si les conservateurs de la *Revue des Deux Mondes* ont osé briser le tabou de la sélection, il ne sont pas allés jusqu'à énoncer crûment leurs préjugés sociaux. Ceux-ci apparaissent cependant en filigrane à travers les solutions qu'ils proposent pour l'Université: tous rêvent d'un système universitaire élitiste, reposant sur la sélection d'un petit nombre d'étudiants privilégiés, seuls aptes à comprendre les beautés de la culture pratiquée pour elle-même. Cette Université idéale a existé en France: c'est celle de la Belle Époque. Or dans les années 1960, la «culture pure» n'existe plus, moins en tout cas qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. «Valéry Larbaud, ou Gide, ont représenté cette espèce des bourgeois cultivés, trouvant l'accomplissement de leur vie dans le souci des belles-lettres. Mais il y a de moins en moins de jeunes rentiers», soupire Ponocratès, nostalgique d'une époque révolue. <sup>51</sup> Dans la France de l'après baby-boom et des «Trente Glorieuses», il n'est plus de retour en arrière possible.

En décembre 1969 se termine la série d'articles consacrés par la *Revue des Deux Mondes* à la question universitaire. L'auteur, Pierre Boyancé, dresse le constat d'une «Université en ruines». Après la reprise en

---

<sup>49</sup> PONOCRATÈS, «La sélection dans l'Université»..., p. 305.

<sup>50</sup> PONOCRATÈS, «La sélection dans l'Université». C'est l'auteur qui souligne.

<sup>51</sup> PONOCRATÈS, «Le rôle social de l'Université»..., p. 512.

main du pays par De Gaulle, à la toute fin du mois de mai 1968, et le raz-de-marée gaulliste aux élections des 23 et 30 juin 1968, le gouvernement français a pourtant décidé d'adopter une vaste loi de réforme de l'Université française. Votée à l'Assemblée nationale le 10 octobre 1968 par 444 voix contre 0 (et 39 abstentions), la loi Faure d'orientation —du nom du nouveau ministre de l'Éducation nationale— repose sur un principe qui aurait dû satisfaire les collaborateurs de la *Revue des Deux Mondes*: celui de l'autonomie des universités.<sup>52</sup> Pour Pierre Boyancé toutefois, la loi d'orientation «*a confondu décentralisation et atomisation*»:<sup>53</sup> la création de six cents UER<sup>54</sup> n'a fait que fractionner les universités sans remettre véritablement en cause la centralisation du système. L'autonomie trouve en effet ses limites dans l'organisation centralisée de l'État, incarnée par le ministre de l'Éducation nationale qui continue à définir les programmes et à répartir les crédits.<sup>55</sup> Texte de compromis, la loi d'orientation a mécontenté la plupart des partenaires sociaux. Elle constitue pourtant le cadre dans lequel l'Université française a fonctionné bon gré mal gré à partir de 1969. Le vœu de Pierre Boyancé n'a pas été entendu, lui qui pensait qu'«*avant de réformer, au petit bonheur, les institutions, il conviendrait, pour reprendre le titre d'un ouvrage fameux d'Ernest Renan, qu'une réforme intellectuelle et morale montre les chemins à suivre*».<sup>56</sup>

---

<sup>52</sup> VERGER, *Histoire des Universités en France...*, p. 386.

<sup>53</sup> Pierre BOYANCÉ, «L'Université en ruines», dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> décembre 1969, p. 529.

<sup>54</sup> Unités d'Enseignement et de Recherche.

<sup>55</sup> VERGER, *Histoire des Universités en France...*, p. 387.

<sup>56</sup> BOYANCÉ, «L'Université en ruines»..., p. 534.